

## **Crise de liquidités, désengagement financier américain et initiative UN80 : l'ONU parviendra-t-elle à préserver l'idée que l'argent est aussi et surtout le nerf de la paix ? par Solène Jomier – Juin 2025**

La ministérielle de Berlin s'est conclue le 14 mai dernier sur une note encourageante : 70 pays membres de l'ONU se sont engagés à soutenir l'action de maintien de la paix de l'ONU ; et 130 étaient présents dans la capitale allemande, une réussite en soi pour l'ONU et la diplomatie allemande (voir à ce sujet le [focus](#) de notre dernière lettre d'information). Une vaste majorité des représentants nationaux présents ont réaffirmé leur attachement au mécanisme international des opérations de paix de l'ONU, tout en nuancant sur le besoin de réformer et de repenser cet outil pour qu'il continue de répondre aux besoins du terrain. Intégration des nouvelles technologies, enjeux environnementaux et climatiques, sûreté des casques bleus, protection des civils, redéfinition des mandats et des priorités, sont autant d'aspects qui préoccupent les pays contributeurs et qui feront très sûrement l'objet de discussions ultérieures.

Mais ces avancées semblent d'ores et déjà occultées, alors que l'ONU doit résoudre une crise financière d'une ampleur sans précédent. L'organisation fait face à la fois à 1) une crise des liquidités, 2) la perspective d'un appui financier américain nul et ce dès 2026, quand bien même les États-Unis sont aujourd'hui son premier soutien économique et 3) un projet de réforme visant à réduire les coûts, l'initiative UN80, lancée par le Secrétaire général pour tenter de réagir aux deux défis précédents.

Pour comprendre la situation ténue dans laquelle se trouve l'ONU, et à travers elle son mécanisme de maintien de la paix, il faut revenir sur la nature de ces trois défis conjoints.

Tout d'abord, l'ONU dépend de la bonne volonté des États membres pour la doter d'un budget chaque année, budget qui est approuvé en amont par ces mêmes États. Cette bonne volonté implique non seulement que ces pays s'acquittent des sommes engagées, mais aussi qu'ils le fassent de manière diligente, et de préférence en début d'année. La crise des liquidités qui agite aujourd'hui l'ONU résulte notamment de cet enjeu de délai. Pour tenter de l'expliquer simplement, le paiement tardif par certains États membres (et en particulièrement les deux plus gros contributeurs, les États-Unis et la Chine, souvent en raison d'atermoiements dans leurs organes décisionnels nationaux) signifie que l'ONU ne dispose pas d'une trésorerie confortable, et doit repousser à la fin de l'année, voire purement annuler certains postes de dépense, y compris des emplois. Une telle situation est rendue d'autant plus complexe que les pays contribuent à hauteur d'un pourcentage du budget prévisionnel, et non d'une somme absolue, ce qui rend les calculs d'apothicaire d'autant plus fastidieux. De facto, l'ONU peut donc se retrouver en fin d'année avec des dépenses réelles inférieures à son budget prévisionnel, ce qui signifie (et c'est bien là tout le défi) qu'elle doit rembourser des sommes aux États membres ([plus d'explications en anglais ici](#)). C'est un problème en soi pour une institution qui a besoin de pouvoir projeter son action à bien plus long terme que quelques mois.

Si la situation financière est donc tendue depuis plus de deux ans pour l'institution, elle pourrait prendre un tournant beaucoup plus dramatique en 2026. Les États-Unis sont aujourd'hui le premier soutien financier de l'ONU, participant à hauteur de 22% de son budget régulier, qui atteint 3,7 milliards de dollars en 2025. Le Congrès américain discutera pourtant dans les prochains mois une coupe budgétaire spectaculaire : la fin pure et simple de cet appui. Et ce n'est pas le seul budget visé,

la proposition de l'administration Trump réserve le même sort au CIPA (*Contributions for International Peacekeeping Activities*), une enveloppe spécifiquement dédiée par l'État fédéral américain au financement des opérations de paix des Nations unies, qui constitue un budget séparé du budget régulier de l'ONU. Le CIPA avoisinait les 1,2 milliards de dollars pour l'année fiscale 2025, soit 27% du budget total des OP (5,6 milliards de dollars). Si tout reste à faire du point de vue législatif, le texte devant encore être examiné par les deux chambres américaines, l'existence même de cette proposition fait peser une incertitude sans précédent sur l'avenir des onze opérations actuellement déployées. D'autant plus que l'Administration Trump envisage aussi de réviser sa contribution pour l'année 2025, tant pour le budget régulier que pour le CIPA.

Pour tenter d'absorber la crise de liquidité et, disons-le sans détour, d'apaiser les relations avec Washington, l'ONU travaille à une restructuration globale via un nouveau projet : l'initiative UN80. Celle-ci envisage plusieurs réformes de fond (voir notre [brève dédiée](#) pour plus de détails), y compris la réduction jusqu'à 20% des effectifs de l'organisation, afin de mieux correspondre à ces nouvelles réalités financières. Les risques associés d'une réforme aussi radicale sont clairs : perte de sa capacité d'action sur le terrain, abandon à leur sort des populations en situation d'urgence humanitaire, perte de compétences, perte d'influence, l'ONU pourrait bien être en train de jouer son va-tout.

Une réforme des Nations unies n'est pourtant pas une mauvaise chose en soi, et de nombreux observateurs identifient des marges d'amélioration souhaitables au sein de l'organisation : trop forte proportion de postes très seniors, bureaucratie pesante, fonctionnement en silo et manque d'agilité, non-rémunération des stagiaires, doublons dans les mandats et les projets, etc. La performance de l'organisation reste tout à fait perfectible et UN80 pourrait être l'occasion de revoir la copie. Encore faut-il que l'initiative dispose d'assez de recul pour distinguer l'utile du superflu ; et discerner la réforme porteuse de sens de la casse court-termiste.

En cela, cette année 2025 incarne un risque autant qu'une opportunité pour l'ONU et pour son Secrétaire général António Guterres, alors même qu'il entamera en 2026 sa dernière année de mandat à la tête de l'organisation. C'est un défi de taille pour lui et pour son administration : défendre l'idée que l'action en faveur de la paix a bien un coût, profondément nécessaire et justifié ; et qui reste dérisoire au regard des investissements actuels majeurs dans la défense mondiale.

---

[Solène Jomier](#) est coordinatrice de l'Observatoire Boutros-Ghali et chercheuse au sein du GRIP.